



Contrats nature: la Grande Cariçaie mérite mieux

Les contrats nature que les Conseils d'Etat vaudois et fribourgeois ont bricolés ne sont pas une option satisfaisante pour préserver la Grande Caricaie. Afin de chercher une autre solution, l'ASPO, Pro Natura et le WWF sont contraints de porter le dossier devant les tribunaux cantonaux vaudois et fribourgeois. Protéger nos derniers sanctuaires naturels est un devoir lorsque la moitié de la biodiversité est en danger.

L'ASPO, Pro Natura et le WWF ne peuvent accepter le maintien définitif des chalets situés dans les réserves naturelles. Leur enlèvement/suppression des sites sensibles et protégés, au terme des baux, a été décidé et accepté depuis longtemps pour maintenir la qualité naturelle de ce site exceptionnel et d'importance internationale. Les nouveaux contrats, qui n'ont rien de «nature», permettent seulement d'éluder la question. Ils posent de nombreux problèmes. Raison pour laquelle les Tribunaux cantonaux vaudois et fribourgeois ont été saisis du dossier en ce début d'année. La protection de la nature, tout particulièrement dans un site aussi important et sous engagements internationaux, mérite mieux qu'un artifice juridique.

Impacts sur la nature clairs

Les résidences génèrent des dérangements conséquents d'espèces vulnérables et sensibles comme les oiseaux nicheurs ou migrateurs (hérons, canards, petits échassiers, rapaces...). Les constructions et leurs accès, situés dans les sites naturels parmi les plus précieux de la rive, induisent une coupure marquée dans l'écosystème entre le lac et le marais. L'introduction de plantes et d'animaux indésirables est un facteur supplémentaire de déséquilibre biologique dans ces sites.

Les conseils d'Etat permettent une solution qui privilégie l'intérêt privé d'une minorité au détriment de l'intérêt public prépondérant. Ces chalets sont situés sur des terrains publics. Grâce au contrat nature, les bénéficiaires jouissent de privilèges supplémentaires difficilement acceptables par les milliers d'usagers de la rive sud soumis eux à la réglementation en vigueur. Les litiges portent notamment sur les accès motorisés, la baignade, la navigation, limités pour le grand public dans certaines des zones occupées par ces résidences secondaires.

En Suisse, comme dans le reste du monde, une espèce sur deux est menacée. Notre biodiversité diminue à un rythme dramatique. Les réserves naturelles doivent rester strictement protégées. Conformément aux délais légaux, le Tribunal cantonal vaudois a été saisi le 2 janvier 2008 et le Tribunal cantonal fribourgeois le sera ces prochains jours.